



Ant. 91/1735

CBE 91/1735

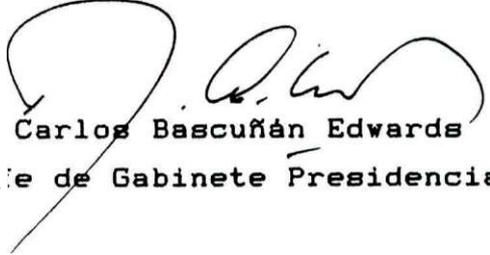
Santiago de Chile, 31 de enero de 1991

Señor
Arturo Montes Larrain
42 Rué de St. Robert
38120 St. Egreve
Francia
Presente

Estimado señor:

Por encargo de S.E. el Presidente de la República de Chile, don Patricio Aylwin Azócar, agradezco a Ud. la gentileza que ha tenido al enviarnos su trabajo "Gouverner la transition: le cas chilien".

Saluda atentamente a Ud



Carlos Bascuñán Edwards
Jefe de Gabinete Presidencial

CBE/ppc

c.c.: Archivo Presidencial
Corr.Correspondencia

A m ^ r m ° , .

3 Cktôt. 19QI ^

NR. 77-1735

A:

P A A Zj m L P
C B I) e
f l w b
l < V •
l i

X

' i f t ? *

INSTITUT
d'études^politiques

_ _ // O f ? /

t v t ! t c r h o O c j ^ ^ h

p t s ^ . h

e ^ S t O c ^ i l ^

J c c ^ f s *

f < y r s

C ^ / J l - < - j a ^ , ') C c x ' y J e / t

a r t *** - t /

X L

i X t ' i r o

ret-

Jeudi 24 janvier 1991

I - ELIRE

Le retour à des régimes issus du suffrage universel signifie-t-il leur entrée dans le modèle occidental de démocratie ? Quel sens ont en Amérique Latine les notions de pluralisme, de parti, de compétition électorale, de suffrage universel et secret, de choix des gouvernants ? La participation politique passe-t-elle par le vote ? Comment analyser les forts taux d'abstention dans certains pays ? Comment se conjuguent les pratiques clientélares et l'encadrement corporatif des citoyens avec la pratique du suffrage ?

9h 30 - 13 h

Président : Georges VEDEL, Président de l'Association Française de Science Politique

- "A quoi servent les élections en Amérique Latine ?", introduction générale de Georges COUFFIGNAL (IEP Lyon)
- "Les avatars de la représentation en Amérique Latine au 19ème siècle", rapport de François-Xavier GUERRA (Paris I-Sorbonne)
- "Représentation, tradition et modernité", rapport de Daniel PECAUT (EHSS)
- "Représentés, représentants et représentations au Brésil", rapport de Stéphane MONCLAIRE (Paris I-Sorbonne).
- "Démocratie, Institutions politiques et structures de représentation dans le Pérou post-velasquista", rapport de Bruno REVESZ (OPCA-PEROU).



Président : Jean LECA, professeur à l'CEP Paris

- "Drogue, clientélisme, corruption et vote", rapport de Philippe BURIN de ROZIERS
- "Vote, violence et mobilisation populaire au Pérou", rapport de Yves SAINT-GEOURS (IHEAL)
- "Les élections en Amérique centrale : réponse aux crises ou transformation des régimes ?", rapport de Olivier DABENE (Université Aix-Marseille)
- "La question des indépendances, enjeu politique dans la Caraïbe ?", rapport de Daniel Van EEUWEN (CREAC IEP Aix-en-Provence) et Yolande PIZETTI-Van EEUWEN (CREAC Aix-en-Provence)
- "A la recherche d'une nouvelle citoyenneté en Amérique Latine", rapport de Guy HERMET (CERI-FNSP)

18 h 30 : Assemblée générale des adhérents de l'AFSSAL : IHEAL, 28 rue Saint-Guillaume. Salle A



Vendredi 25 Janvier 1991

II - GOUVERNER

Dans tous les pays d'Amérique Latine, la place de l'Etat est en question. On invoque souvent les pressions externes ("recommandations" du FMI et exigences des créanciers). L'essentiel vient pourtant la plupart du temps de l'interne : crise de l'Etat "développementaliste", crise du modèle de "substitution d'importation", essoufflement des politiques sociales, rejet de la patrimonialisation du pouvoir étatique, mise en cause des modèles autoritaires, paupérisation des classes moyennes, croissance rapide de l'urbanisation, émergence de nouveaux acteurs, montée en puissance des circuits économiques non contrôlés (- "économie informelle" ou drogue -), etc.

9 h - 13 h

Président : Romain GAINARD, professeur à l'Université de Toulouse-Le Mirail

- "Les politiques constitutionnelles des années quatre-vingt : le droit au secours des politiques ?", rapport de Hubert GOURDON (Paris XIII- Villetaneuse)
- "Retour à la démocratie et respect des droits de l'Homme", rapport de Alain GANDOLFI (Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence)
- "Gouverner la transition : le cas chilien", rapport de Arturo MONTES LARRAIN (CEP Grenoble)
- "Les politiques de décentralisation en Amérique Latine", rapport de Jean REVEL-MOUROZ et Hélène RIVIERE d'ARC (CREDAL-CNRS-IHEAL)
- "Politiques d'ajustement structurel et dynamiques urbaines : Caracas et Mexico", rapport de Claude BATAILLON (GRAL-CNRS-IPEALT).
- "Politiques économiques et transformation des rapports de travail", rapport de Julio NEFFA (Université La Plata-CREDAL-CNRS-IHEAL)

14h 30 - 18 h 30

Président : Bertrand BADIE, professeur à l'CEP Paris

- "Pluralisme politique et mutations de l'Etat mexicain", rapport de Soledad LOAEZA (Colegio de Mexico-Mexique) .
- "Remise en cause du Welfare State et redéfinition de l'intervention sociale de l'Etat", rapport de Jaime MARQUES-PEREIRA (Université de Picardie)
- "Les centrales syndicales face aux politiques d'austérité", rapport de Francisco ZAPATA (Colegio de Mexico).
- "La difficile privatisation de l'Etat", Pierre SALAMA (Paris XIII)
- "Entre le populisme irréaliste et le libéralisme impossible", rapport de Alain TOURAINE (EHESS).

**Association française des sciences sociales
sur l'Amérique latine**

28 rue Saint Guillaume 75007 Paris
FAX : 45 48 79 58

L'AFSSAL a été créée en 1977, afin de promouvoir les recherches en sciences sociales sur l'Amérique latine, d'établir un lien entre les organismes de recherche publics et privés et les chercheurs en sciences sociales travaillant sur l'Amérique latine, enfin représenter ces organismes et ces chercheurs auprès des institutions nationales et internationales. L'AFSSAL est membre du CEISAL (Conseil européen des recherches sociales sur l'Amérique latine) et de la FIEALC (Fédération internationale des études sur l'Amérique latine et les Caraïbes). Elle regroupe 200 chercheurs et organise un colloque international pluridisciplinaire annuel (1989 : "L'Amérique latine et la Révolution française" ; 1988 : "Les relations CEE - Amérique latine" ; 1987 : "L'avenir de la démocratie en Amérique latine"). L'AFSSAL publie une revue, *Alizés* et a son siège à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine

Association Française de Science Politique

224 boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS
Tél. 45 49 92 21

Membre fondateur de l'Association Internationale de Science Politique, l'Association Française de Science Politique a été créée en 1949 pour favoriser la recherche, l'enseignement et les échanges internationaux dans le domaine de la science politique. Elle compte aujourd'hui près de 1 000 adhérents et regroupe, outre bien sûr les spécialistes français de science politique, de nombreux scientifiques venus d'autres disciplines et des adhérents étrangers, généralistes ou experts de la vie politique française.

L'AFSP organise régulièrement des colloques, journées d'étude et réunions légères. A son programme pour les mois qui viennent, outre le présent colloque: "Les premières élections en Europe de l'Est" (31.1 /1. 11/1991), "Le modèle français d'administration est-il en crise ?" (7-8/II/1991), "Héritage politique et parenté (14-15/11/1991), "Le gouvernement des universités" (11-12/IV/1991), "Le local dans les sciences sociales" (30-31/V/1991).

Conjointement avec la Fondation Nationale des Sciences Politiques, elle publie la *Revue Française de Science Politique* (6 numéros par an).

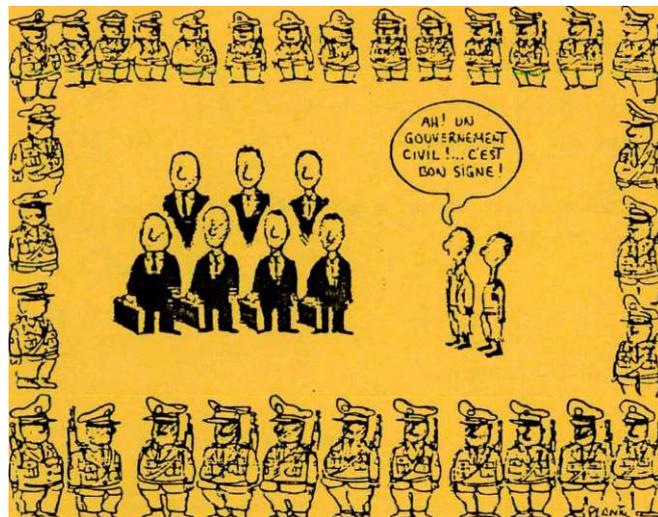
Cette manifestation est organisée avec le soutien de:

- La Direction des affaires générales, internationales et de la coopération du Ministère de l'Education Nationale, de la jeunesse et des Sports.
- Le Réseau Amérique Latine (GDR 26 du CNRS)

ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE
ASSOCIATION FRANÇAISE DES SCIENCES SOCIALES
SUR L'AMÉRIQUE LATINE

Colloque international
Paris, 24-25 janvier 1991
Sous la direction de Georges Couffignal

Voter en Amérique Latine



Salle Siegfried
30, rue Saint-Guillaume
75007 Paris

Gouverner la transition: le cas chilien

Arturo MONTES LARRAIN

Maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble
(Notes in fine)

Les organisateurs du colloque ont proposé le titre, qui permet de donner un sens large au concept de **transition**. Ainsi, au Chili, elle aurait commencé bien avant le départ plébiscité d'Augusto Pinochet et se poursuivrait encore de nos jours, sous la présidence de Patricio Aylwin. On peut le penser, comme ici, tout en décidant néanmoins de laisser une place modeste à l'analyse de la situation actuelle et à la question du futur proche (1). Aurait-il fallu privilégier ces aspects? Ce n'est pas sûr. On a beaucoup simplifié les évolutions récentes du Chili, en passant à côté de l'essentiel, par la morale et la métaphore -la métaphore du type: "le manque d'unité démocratique servait à Pinochet", "il s'est trompé" ou encore, comme le dit le sociologue Manuel Antonio Garretón, "le plébiscite a joué le même rôle que la mort de Franco en Espagne ou la défaite de Galtieri aux Malouines" (2).

Qu'est-ce que l'essentiel? C'est que la **lutte des classes** apparaît au Chili comme moins transformatrice et moins émancipatrice que la recherche -par une **crise d'identité** chez l'opposition surtout de gauche- d'un **accord politique** englobant les forces armées et la droite; mieux, la recherche idéologique de la lutte bloquait la situation et contribuait au maintien de la dictature, tandis que la souplesse en vue d'un accord avec les militaires a rendu possible l'évolution vers la démocratie. Peut-on en faire une théorie? Oui, mais on lui objecterait: "Cette théorie reste à être démontrée y compris par rapport au Chili, d'ailleurs ce petit pays lointain ne serait pas le premier cas dans ce genre et ce genre de cas n'est jamais généralisable". D'accord sur ce dernier point, visant le premier, on peut s'attaquer au second.

Ce qu'il faut expliquer c'est cette évolution assez particulière de la dictature à la démocratie qui s'est faite sans une cause évidente: sans effondrement colonial comme au Portugal, sans mort du dictateur comme en Espagne, sans genèse fondamentalement militaire comme au Brésil, sans défaite en guerre comme en Argentine, sans insignifiance politique comme en Uruguay, sans guerre civile comme au Nicaragua, sans faux-semblant comme au Paraguay et, élargissons le regard, sans enjeu religieux comme en Pologne, sans soulèvement des masses comme en R.D.A., sans collapsus économique comme dans le reste de l'Europe de l'Est ou comme jadis en Grèce, sans massacres collectifs comme en Roumanie, sans intervention étrangère et sans corruption établie comme au Panama, sans clivage racial comme demain peut-être en Afrique du Sud. Sans tout cela, qu'est-ce qui explique la transition **pure** du Chili?

L'interprétation élargie de la **transition** incite à un élargissement parallèle de la notion de gouvernement. Elle ne renverrait plus seulement à l'expression institutionnelle du pouvoir public -hier de Pinochet, aujourd'hui d'Aylwin- mais simultanément à la réalité informelle et diffuse quoique déterminante de la décision politique comme processus global. Ainsi une partie de l'opposition y compris de gauche aurait participé sous Pinochet au **gouvernement** au sens large de la transition. Et il en irait

actuellement de même, avec un changement de signification, pour une partie de l'opposition de droite, des forces armées, du patronat. Autrement dit au-delà des clivages explicites qui situent, par référence au pouvoir institutionnalisé, les autres, une sorte d'autorité contradictoire dans les mots et les choses mais communiquée par bien des choses, dans bien des mots, se serait exercée et s'exercerait actuellement entre les différents acteurs concernés. A cette hypothèse s'oppose celle qui voit toujours la barricade et ses deux camps, l'un gouvernant l'autre gouverné. Chacune de ces interprétations a probablement sa part de vérité surtout psychologique. La vérité d'ensemble serait-elle éclectique? Certes, mais par tautologie. D'où le penchant ici pour l'une des deux hypothèses, la première, qui serait plus vraie que la seconde et correspondrait d'ailleurs à une évolution plus générale de la politique à travers le monde.

En effet, la fin de la guerre froide et des blocs a supposé une renonciation pratique par la succession de Lénine à son esprit de conquête idéologique et politique. De la même façon, les socialistes dans un pays comme la France, par exemple, ont dû renoncer à un aspect de leur idéal (c'est aussi valable pour les socialistes en Espagne ou au Portugal) afin d'éviter, à partir du premier septennat de François Mitterrand, la guerre sociale ou même scolaire; sans parler du "changer la vie". On pouvait penser que ce type de crise d'identité comme moyen de consentement se transmettrait plus facilement de la scène internationale à celle des nations développées, ou vice versa, qu'au sous-développement. Or on voit en Amérique centrale ou même en Afrique du Sud de frappantes concordances sur le fond de cette évolution (Madame Chamorro au Nicaragua ou Monsieur Mandela en Afrique du Sud ont ceci de commun avec Monsieur Mitterrand qu'ils ont dû eux aussi baisser la garde afin de ramener l'autre -le mouvement sandiniste ou afrikander dans les deux premiers cas, la droite habituée au commandement politique dans le cas de la Vè. République- à des positions plus ouvertes et plus raisonnables qui n'ont d'ailleurs pas été sans se communiquer à rebours sur Madame Chamorro ou sur Messieurs Mandela et Mitterrand, en accroissant leur disposition à cohabiter; bien sûr le "règne de la raison" soulève dans les démocraties développées de nouveaux problèmes comme ce "désenchantement du monde" -dépolitisation, violence urbaine, drogue, etc.- qu'il faudrait surmonter non pas par des retours destructeurs tels que la fuite dans l'extrémisme nationaliste, dans le racisme ou le bellicisme politique, réel ou feint, mais par de nouvelles solutions qu'on n'a pas encore vraiment imaginées -à moins qu'elles ne consistent qu'en leur recherche elle-même, une recherche se nourrissant de la modestie comme vertu curieusement consciente et, en toile de fond, de l'utopie toujours un peu pléonastique de la **fraternité**, seul vrai défi pour le XXIè Siècle, selon un Jacques Attali ou un Edgar Morin). Et là où, comme au Liban, on ne voit pas crise des identités mais au contraire obstination en vue de les maintenir coûte que coûte, on voudrait une crise de ce genre, pour mettre fin à la destruction.

Or le Chili serait un bel exemple de crise des identités politiques. Cette crise globalement apaisante aurait permis le passage de l'identité dictatoriale à l'identité démocratique. C'est la conviction à partir de laquelle s'organisent les trois questions suivantes (3):

1.- Jusqu'au coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, le Chili vivait en démocratie. On a souvent parlé de sa longue tradition démocratique, ce qui est justifié, mais pas totalement, car, contrairement à ce qu'on croit, ce pays a connu au long du XX^e siècle des régimes d'exception, des tentatives de coup d'Etat, des proscriptions de partis politiques (1924, 1926, 1932, 1948, 1956, 1969). Surtout, la culture égalitaire a été faible. La crainte révérencielle du puissant et le sentiment de supériorité chez ce dernier, socialement répandus, se sont traduits par des images criantes de dévalorisation du travail manuel et d'irrespect du simple citoyen y compris par l'Etat dont la bureaucratie est restée lourde. C'est probablement sous cet angle culturel que l'on peut le mieux distinguer une "démocratie formelle" d'une démocratie effective. D'où l'importance pour un pays comme le Chili de la décentralisation, de la régionalisation et d'une médiatisation capables d'accroître l'initiative locale et l'expression si possible sereine des gens simples. L'expérience accumulée à cet égard en France, ou en Espagne, pourrait être une référence utile y compris par rapport au traitement toujours problématique des villes et des jeunes. Une initiative aussi stimulante que celle des éducateurs dans certaines communes françaises, par exemple, devrait susciter un vif intérêt chez les responsables du renouveau démocratique en Amérique latine.

Il est pourtant vrai que comparé à la plupart des autres nations latino-américaines, le Chili offrait, avec l'Uruguay et le Costa Rica, une image plus proche de l'idée courante de la démocratie politique. Les Chiliens en étaient fiers. Ainsi ils aimaient se rappeler que, comme en France ou en Espagne, ils avaient connu à la fin des années 30 un gouvernement de Front Populaire incluant les communistes. Et ils aimaient surtout se rappeler que, à la différence de ces deux pays européens, rien de grave ne s'était alors passé chez eux. Certes le visage accepté d'un Chili démocratique reflétait une volonté de consensus issue des différents acteurs. Mais c'est là, en grande partie, une redondance. Donc, comment expliquer la particularité du processus démocratique dans ce pays? C'est la première question.

2- On sait déjà quelles ont été les causes, diverses, de la chute de Salvador Allende dont le gouvernement, d'Unité populaire (1970-1973), était composé par les partis socialiste, communiste, radical et par des groupes provenant de scissions de la démocratie chrétienne, comme le MAPU (1969) ou la Gauche chrétienne (1971). Le révolutionnarisme peu réfléchi de cette coalition ne fut pas la dernière des causes de son échec (4). On connaît également l'extrême violence de la dictature surgie du coup d'Etat, sa longue durée, l'invariabilité, pour l'essentiel, de sa détermination programmatique, ainsi que le contenu de sa révolution néo-libérale, dont les effets macro-économiques sont loin d'avoir été mauvais dans l'ensemble. Mais quelle est la signification réelle de cette expérience sur le plan de la culture économique et politique? C'est la seconde question.

3.- On sait que les partis, d'abord de gauche puis aussi de centre, ont fait face à une situation difficile (5). Cela a probablement joué un rôle pour que l'opposition ne soit jamais vraiment parvenue, entre 1973 et 1988, date du plébiscite où le non à Pinochet devait finalement l'emporter, à se mettre d'accord sur une coalition et sur un programme clairs, pas plus que sur une figure pouvant l'incarner comme alternative au gouvernement très personnalisé -mais de moins en moins totalitaire au sens strict-

du général Pinochet. Dans ces circonstances, comment expliquer sa défaite lors du plébiscite? C'est la dernière question.

On va répondre à ces questions en essayant d'illustrer la "théorie" proposée plus haut: le moteur de l'histoire est devenu moins la **lutte** que l'**accord**. Et on va conclure sur l'avenir. Mais avant d'aborder ces questions il convient d'introduire une précision sur le concept élargi du gouvernement de la **transition**. Ce concept **ne se** justifierait pas pour des raisons purement objectives. Il en irait aussi d'un calcul politique. On pourrait en effet argumenter dans le sens que la transition démocratique au Chili s'est pour l'essentiel déjà produite, donc **son** gouvernement aussi, et **ce**, depuis le plébiscite de 1988 ou, au plus tard, depuis l'installation d'Aylwin au pouvoir en mars **1990**. Car la rationalité apaisante qui fut à l'origine du départ de Pinochet (cf. infra 3) ne se serait vue que réitérée, en substance, par la suite, donc **gouverner la transition** aurait signifié depuis 1988 ou 1989 une "simple" gestion minutieuse des acquis (certes les "formes" et les "marges" des "contenus" ont été modifiées; ainsi l'on ne tue plus n'importe comment au Chili, Aylwin n'a plus besoin de s'entourer de cent policiers en civil pour aller dans un bidonville ou l'écoute gouvernementale des gens pauvres s'est accrue -mais, en politique, qu'est-ce qu'une "forme", une "marge", un "contenu"? Platon se l'était déjà demandé...). De ce point de vue, en élargissant la notion de **gouverner la transition**, les Chiliens et Aylwin sembleraient avoir voulu se donner une prudence supplémentaire, une notion de contingence transitionnelle, donc une sensation de danger: celui d'un éventuel retour en force d'un Pinochet. Cet élargissement volontariste de l'idée de transition, pour être efficace, devrait perdre conscience du calcul qui le fonde, c'est-à-dire, du besoin de freiner le secteur social -on pense que ses revendications potentielles sont explosives et que l'économie ne saurait les satisfaire sans détruire ses équilibres, si difficilement atteints (cf. infra 2); les syndicats, quant à eux, semblent pour l'instant avoir accepté l'idée d'une trêve, ils attendraient des jours meilleurs. Sagesse de tous? Ou syndrome encore inaperçu de la "terre promise" qui à force d'être attendue s'use et use?

On reviendra en conclusion sur le concept paradoxal du **gouvernement de** la transition -ce concept est paradoxal parce que, en un sens, plus on gouverne, moins on fait la transition, comme en Uruguay; et plus on fait la transition, moins on gouverne, comme en Argentine. On y reviendra à propos du problème des violations des droits de l'homme commises sous la dictature de Pinochet; problème dans la mémoire qui relève en même temps de la morale attachée à la conjoncture politique.

1.- Pourquoi une démocratie au Chili?

L'hypothèse retenue veut que, par-delà la tradition, "l'esprit civique" et la volonté des acteurs, la démocratie aurait difficilement existé sans un niveau **acceptable** d'inflation monétaire; ce qui exclut tant l'inflation à trois chiffres, ou hyper-inflation, que l'inflation à un chiffre ou stabilité relative de la monnaie et des prix. Cette hypothèse fut brillamment formulée pendant les années 60 par l'économiste A.O. Hirschmann, à propos justement du Chili (6).

On peut commencer par quelques données sur la longue durée. De la "grande crise" de 1929-1930 à 1970, date où se termine le gouvernement du démocrate-chrétien Frei (1964-1970), le rythme annuel de la hausse des prix au Chili est de 30% en moyenne, soit entre deux et trois fois plus que dans le reste de l'Amérique latine. Ce pays est d'ailleurs connu pour avoir été **le seul** au monde à avoir vécu la dépression des années 1929-1930 sous le signe de l'inflation. C'est donc un problème endémique et distinctif (7).

En laissant pour le moment de côté la période singulière du gouvernement d'Allende, il faut rappeler que le processus inflationniste s'accompagne, jusqu'en 1970, d'une inégalité dans la distribution de la richesse qui, bien qu'elle soit moindre que dans la plupart des autres pays latino-américains, est loin d'être négligeable (elle est plus importante qu'en Argentine ou en Uruguay qui sont, avec le Chili, les pays socialement les moins "archaïques" de l'Amérique latine, par la taille des couches moyennes, par le niveau d'éducation, l'urbanisation, etc.) (8). L'inégalité résiste sur le long terme à des politiques économiques différentes dont certaines ont cherché un partage plus juste des revenus (par exemple, le Front populaire en 1938 ou la démocratie chrétienne en 1964). En effet, si l'on écarte quelques variations passagères, 5% de la population contrôle la moitié du revenu national entre 1930 et 1950 contre 6% entre 1950 et 1970.

Naturellement cette inégalité structurelle recouvre une dynamique sociale atteinte par des facteurs d'ordre économique comme l'exploitation de classe dont l'analyse est pour l'essentiel déjà faite et connue. Par-delà l'économie, la dynamique sociale correspondant à la structure inégalitaire des revenus est également atteinte par des facteurs d'ordre culturel et psychologique. En particulier l'inégalité renferme une réticence à l'effort "à l'allemande" qui se trouve loin de ("esprit protestant" dont parlait Max Weber, bien que cet esprit soit peut-être plus fort au Chili qu'à d'autres endroits en Amérique latine. Par exemple, les deux autres pays du Cône Sud, l'Argentine et l'Uruguay, ont pu bénéficier pendant longtemps de la pampa pour la production facile et rentable du blé et du boeuf. La crise déjà longue sur ces deux produits (crise d'"abondance mondiale" plutôt que spéculative) se heurte à un vrai blocage psychologique des Argentins et des Uruguayens par rapport à l'ascèse donc aussi à la reconversion qui impose toujours un grand déploiement d'énergie. La culture admettant la sueur au front comme moyen d'accéder au pain n'accouchera pas sans douleur dans des pays aussi habitués à la manne. Le blocage devant l'idée de s'efforcer diminue un peu là où, comme au Chili, la nature tout en étant généreuse s'avère relativement hostile. Il y reste néanmoins une faible productivité de la main d'oeuvre qui traduit une carence technologique. Mais elle traduit aussi une psychologie relativement paresseuse et, loin de l'inventivité prônée par Schumpeter, principalement débrouillarde. Il est vrai que cette psychologie s'est modernisée sous Pinochet. Le but d'une croissance "à la japonaise" demeure pourtant un motif de rire pour la plupart des Chiliens.

Est-ce un défaut? Quelle que soit la réponse à cette question, on peut dire que l'"esprit du catholicisme" rend logique le débouché réel de l'inégalité au Chili d'avant Pinochet: ce n'est pas l'ascèse (pas plus que la "**siesta mexicana**"), ce n'est pas non plus la guerre civile (mais pas davantage le "**consenso**"), c'est la disposition à un type de conflit bien précis: il a pour enjeu la monnaie, la

compensation monétaire; l'accès au pouvoir politique n'étant normalement qu'un enjeu subsidiaire, mieux, une composition du conflit social, avec une sorte de mentalité **syndicale** aux alentours et aux sommets de l'Etat. Par exemple, au Chili démocratique, chaque Nouvel An annonce la discussion passionnée de la "loi des réajustements" destinée à effacer les effets passés de l'inflation sur les salaires tant publics que privés.

Il est vrai qu'au Chili, un peu comme en France, le mouvement syndical n'est pas très développé (10% de la population salariée contre 30% en Argentine); et -ceci explique peut-être cela- les liens entre partis et syndicats sont également très serrés. Depuis les années 50 il y a une seule centrale ouvrière (chaque **parti** présente ses candidats), en général c'est le parti communiste qui en prend le contrôle suivi de près par les socialistes et par la démocratie chrétienne qui devient dominante à la campagne et qui domine dans l'Etat, après l'effondrement des radicaux (1960). Il n'est donc pas étonnant que les syndicats chiliens aient dépassé les limites de la défense des intérêts professionnels et se soient attaqués aux problèmes globaux. Mais on peut se demander, par-delà leur politisation évidente, s'il n'y a pas au fond, réciproquement, déplacement de la conscience syndicale à la classe politique et en ce sens "syndicalisation" de cette dernière, fonctionnant selon la logique particulariste du revendicateur animé par sa pulsion à la surenchère, à la négociation provisoire comme mode de vie, à l'entente (ou conquête de classe) comme ruse.

Ainsi la lutte politique aurait eu tendance à prendre l'allure d'un "jeu de société" entre les différents partis et entre leurs leaders. Certes le jeu pouvait s'avérer violent au point de faire oublier sa nature joueuse qui finissait pourtant par réapparaître au rythme des échéances électorales. On peut supposer que les responsables politiques n'acceptent pas de voir de cette façon leur rôle passé, et sur le plan subjectif ils n'auraient sûrement pas tort. Leur conviction, pour paraître justifiée, devrait néanmoins trouver des correspondances dans le comportement des citoyens qui, eux, se caractérisent par une grande désinvolture électorale. En effet, entre 1946 et 1970, ils changent d'opinion tous les six ans: aux élections présidentielles, ils élisent tantôt un radical (Gabriel González Videla en 1946), tantôt un général "populiste" ami de Perón (Carlos Ibáñez del Campo, 1952), un conservateur (Jorge Alessandri Rodríguez, 1958), un démocrate-chrétien (Eduardo Frei Montalva, 1964) ou un marxiste (Salvador Allende Gossens, 1970); parallèlement, les Chiliens font preuve de beaucoup de continuité et de pragmatisme s'agissant de ce qui compte vraiment, par-delà les épisodes de la politique: l'accès à l'argent.

L'inflation, curieusement dite au Chili "instabilité économique", remplace ainsi ce que d'autres pays latino-américains, traditionnellement moins inflationnistes, connaissent comme leur véritable instabilité politique. Le cas le plus marquant en est la Colombie dont la **violencia** s'accompagne de stabilité relative dans les prix -pour les Chiliens, ce couple est un paradoxe insoluble. Mais c'est aussi le cas, dans une moindre mesure, du Venezuela ou de l'Equateur qui combinent jusqu'aux années 60 les coups d'Etat avec une inflation modérée. L'instabilité politique au sens fort peut d'ailleurs rester à l'état potentiel sans pour autant disparaître, si l'appareil répressif s'avère efficace dans le temps, comme au Paraguay du général

Alfredo Stroessner qui ne connaît pas l'inflation. Certes, l'instabilité politique peut aussi être surtout formelle comme en Argentine entre 1960 et 1976. Ce pays s'est trouvé, par rapport à la monnaie, dans une situation contradictoire, soit de stabilité monétaire, soit surtout d'inflation (cela dépendait essentiellement, dans les différentes conjonctures, du prix international de la viande et du blé), une inflation qui ne fut cependant jamais aussi forte, sur le long terme (1930-1960), qu'au Chili -l'instabilité politique en Argentine est formelle car les oscillations entre la démocratie et la dictature ou entre la dictature A et la dictature B ou C ne changent guère les relations de pouvoir au sein de la société, sauf naturellement en 1976 (9).

Ces quelques comparaisons aident à mieux comprendre la grande disposition des Chiliens à l'alternance démocratique dans un cadre inflationniste. Jusqu'en 1970, l'alternance agit un peu comme le Guépard voulait la politique dans son milieu: "tout doit changer pour que tout continue comme ça". L'alternance par le vote ne compromet rien de vraiment essentiel. La politique comme vrai pouvoir ne passe pas par cette alternance-là mais par l'alternance autour de l'argent qui circule d'ailleurs, cela va de soi, très vite. Changer de majorité politique est par là même possible, souhaitable et, disons-le, distrayant -c'est la fête, l'aventure des drapeaux (10).

Le processus d'arrangement social qu'on essaie de décrire ici ne va pas sans contradictions, qui s'accroissent à partir des années soixante, sous les effets de démonstration de la révolution cubaine. La politique d'"Alliance pour le progrès" prônée alors par l'administration Kennedy, aux Etats-Unis, mésestimait l'importance de ces effets et voulait éviter de "nouveaux Cuba" en imposant simplement, ici et là, un peu moins d'injustice, d'autoritarisme. Les crédits du F.M.I. se sont donc conditionnés à un minimum d'humanisme chez les dirigeants du "développement du sous-développement", selon la formule de Gunder-Frank. Il y eut ainsi les "réformes agraires" au Chili conservateur d'Alessandri (1958-1964), en Colombie, au Pérou, au Nord-est du Brésil.

C'était oublier Platon: en donnant **trop** à qui demande **peu** on risque de l'inciter, surtout s'il songe à un tiers (Cuba) ayant "**tout**" eu, à **tout** demander. Le Chili généreux du prédécesseur d'Allende, "Kerensky chilien" selon la droite (le qualificatif date de 1968), en payerait les frais. Frei avouera au milieu de son mandat qu'il s'était éveillé au Chili une "révolution des aspirations cachées". Cette révolution devait faire tache d'huile un peu partout en Amérique latine. C'est pourquoi, voyant le danger, la "doctrine Rockefeller" allait succéder en 1970 à la politique héritée de Kennedy. Ce serait le temps de la **realpolitik** de Nixon, de Kissinger, prêts à distinguer entre les mauvais démocrates et les bons dictateurs selon le respect accordé aux intérêts nord-américains dans la région, qui représentent le chiffre non négligeable de 2/3 de l'investissement nord-américain dans le Tiers Monde (mais ce chiffre donne une impression exagérée si l'on oublie la réalité globale: en 1970, par exemple, l'investissement des U.S.A. en Amérique latine ne représente que 17% environ de leur commerce international). On n'est pourtant pas encore au temps de Nixon, en 1960.

Le renvoi de Batista par les onze héros du **Granma** montre à la gauche latino-américaine que tout est désormais faisable. Plus précisément il lui fait oublier les différences considérables d'une société à l'autre -d'un pays comme Cuba à un pays comme le Chili- dans l'histoire et le système politiques, dans le niveau d'éducation et de vie, dans les libertés publiques, dans la structure sociologique. Ces oublis permettent à la gauche chilienne de songer, sous Frei, **aux limites du réformisme** communiste retranché dans la légalité bourgeoise -le Komintern avait invité les "partis frères" des pays capitalistes à chercher des alliances tactiques respectueuses de la démocratie. Ainsi "le paysan" cubain réveille l'enthousiasme **révolutionnaire** de "l'ouvrier" chilien (naissance du M.I.R., **Movimiento de Izquierda Revolucionaria**, et d'un secteur du parti socialiste "plus à gauche" que le P.C.), argentin (naissance des **Montoneros** et du E.R.P., **Ejército Revolucionario del Pueblo**), uruguayen (naissance des Tupamaros), etc. Néanmoins, ces mouvements restent encore, vers 1970, plutôt marginaux. Au Chili l'on continue à vouloir penser, à l'aube des élections présidentielles du 4 septembre de cette année, que rien de grave ne peut arriver.

La solution chilienne (démocratie + inflation) serait parfaite si l'ajustement démocratique des conflits autour de la monnaie n'impliquait pas, au long du temps, l'intervention économique de plus en plus envahissante de l'Etat, détenteur du monopole monétaire. Mais c'est ce qui se produit constamment, depuis le début du siècle. Jusqu'à ce que, bien avant l'arrivée de la gauche au gouvernement, l'Etat soit déjà le principal acteur dans l'agriculture, dans l'industrie et les services. Là encore, l'évolution chilienne se distingue nettement du reste de l'Amérique latine, où, hormis Cuba d'après 1960, aucun Etat n'est, en termes relatifs, économiquement aussi puissant que l'Etat chilien.

Avant l'avènement du gouvernement d'Allende, la culture étatiste qui correspond à ce processus relève moins du marxisme que du clientélisme social. La demande d'arbitrage monétaire ne pouvant se satisfaire globalement qu'à travers l'Etat, ce dernier passe à être le redistributeur naturel des revenus et, pour mieux faire, il s'accroît en tant qu'investisseur. Ce processus est facilité par la haute dépendance de l'extérieur. En effet, entre 1950 et 1970, 80% des exportations chiliennes proviennent du cuivre appartenant à des compagnies nord-américaines (une chilénisation partielle du cuivre eut cependant lieu sous le gouvernement de Frei, la vraie nationalisation ayant été faite avec l'arrivée de la gauche au pouvoir). Or c'est l'Etat qui en récolte les fruits à travers l'impôt qu'il distribue par la suite en développant, surtout, le tertiaire. Il en résulte une croissance médiocre (de 3% par an en moyenne, elle dépasse à peine l'augmentation de la population, de 2.4%, entre 1950 et 1970) et un taux de chômage artificiellement faible (de 6 à 7% pour la même période).

Cette évolution a connu des moments exceptionnels où des politiques plus ou moins libérales de type monétariste ont entraîné une baisse provisoire du rythme de l'inflation, comme au début du gouvernement conservateur d'Alessandri (1958-1964). Une réduction de l'inflation s'est également produite, dans un contexte politique différent, au début du gouvernement de Frei (1964-1970). Mais il faut dire que le rythme de l'inflation décroissait en général au début des gouvernements, qui duraient six ans, et devenait

plus rapide vers la fin: par exemple, 10% pendant un an, 30% pendant quatre ans, 50% pendant un an, telle est la figure périodique de l'inflation à 30% que le Chili connaît en moyenne sur le long terme. Cette figure met en évidence la métamorphose soulignée de la lutte politique en lutte monétaire, métamorphose dont le meilleur symbole reste probablement le nom même du palais présidentiel: **La Moneda** (il est vrai que ce nom précède historiquement à la métamorphose **politique-» monnaie**. Intuition d'un peuple sur son avenir? Pas exactement: dans ce bâtiment, on fabriquait les billets. Mais pourquoi avoir choisi justement cette usine comme siège du pouvoir? Y a-t-il un autre pays dans le monde qui ait laissé suggérer de façon aussi crue une genèse financière de l'identité politique?). En effet la modération monétaire était aussi politique au début des gouvernements -par l'état de grâce accordé au nouvel élu- que le manque de modération monétaire, à la fin des gouvernements: la spéculation sur la monnaie aidait à financer une partie des campagnes présidentielles, les mauvais chiffres sur les prix stimulaient la critique du pouvoir en place donc l'alternance.

Or durant les périodes de "stabilité économique" les luttes sociales se sont logiquement éloignées de la monnaie et politiquement radicalisées par une contestation directe du pouvoir en place, comme en 1961. Ces luttes sociales, souvent violentes, ont mis en relief la précarité de fond de la démocratie chilienne. Mais la solution a été en général de retourner à l'**ordre Inflationniste**, qui préservait la démocratie sans s'attaquer aux contraintes réelles de l'économie. C'est ce qu'a fait notamment le conservateur Alessandri qui ne disposait pas en 1961 des moyens drastiques d'un Pinochet.

Toutefois la hausse des prix comme encadrement des conflits ne devait pas dépasser certaines limites. Lorsque cela arrivait (vers la fin du gouvernement d'Ibáñez, par exemple, il y eut 100% d'inflation réelle), les Chiliens perdaient le sens de leur position dans le système économique et, tout comme pendant les courtes périodes de stabilité des prix, ils abandonnaient la sphère symbolique des luttes monétaires et devenaient "réalistes", en s'attaquant aux autorités politiques et économiques in re. Des occupations sauvages d'usines ou de terres, des grèves prolongées, des hold up révolutionnaires, des bavures policières parfois meurtrières comme à Puerto Montt ou à la mine de Salvador, des situations de désordre social et des rumeurs ou des tentatives de coups d'Etat eurent ainsi lieu pendant les périodes d'hyper-inflation ou de grande inflation -1951, 1957, 1963, 1969, soit, à chaque fois, un an environ avant la fin du gouvernement en exercice. Et cela ne se trouverait pas fondamentalement changé un an avant la fin anticipée du gouvernement de Salvador Allende.

En effet vers 1972 l'inflation et la violence se développaient rapidement au Chili. Allende avait remporté l'élection du 4 septembre 1970 avec 36% des voix contre 34% pour Alessandri et 28% pour le démocrate-chrétien Tomic. Six ans avant, la droite ayant rejoint le centre (Frei) avait empêché la victoire d'Allende (11). N'ayant pas vue reconstituée cette alliance, Allende, déjà candidat en 1952, en 1958 et en 1964, a donc pu accéder finalement à la présidence en 1970. Le parti communiste va immédiatement rejeter cette interprétation. Selon lui, ce n'est bien sûr pas l'erreur des autres mais le "chemin de victoire" tracé par lui-même qui explique ce résultat (on sait, la bourgeoisie ne fait pas de

concessions, l'intérêt de classe ne trompe pas, l'idée d'erreur relève historiquement du subjectivisme, seule la lutte explique la conquête). Le moment de la victoire en 1970 est ainsi tenu pour important et grave -les visites le prouvent: Brandt, Giscard d'Estaing, Castro, Mitterrand, etc. Si grave qu'on croit devoir exacerber l'apologie pédagogique de soi. Ce narcissisme idéologique va atteindre la culture politique chilienne, va s'amplifier, durer et peser lourdement au long de la dictature de Pinochet, en rigidifiant l'opposition. Rendu extrême, l'esprit du jeu (cf. plus haut) s'évanouit et devient fanatisme. Lequel, une fois son paroxysme à son tour atteint, crée également son contraire, comme en 1972, lorsque à l'infrastructure chilienne déjà largement étatisée (banques, assurances, terres, mines, grand commerce) faisait écho, par une sorte de comédie quelque peu macabre, la superstructure, devenue totalement mercantile dans la vie quotidienne: queues, marché noir, accaparement, hyper-inflation, contrebande de devises.

La victoire inattendue d'Allende se traduit, à partir de sa prise effective du pouvoir, par l'accentuation rapide de l'étatisme économique. Un changement qualitatif a eu lieu. Il ne s'agit plus désormais d'ajuster les conflits mais de faire la révolution. C'est au moins l'objectif explicite d'une partie importante de la coalition gouvernementale. Les effets de démonstration de la révolution cubaine ont touché Allende lui-même. Fidel Castro surveille la fidélité chilienne aux idéaux révolutionnaires. La politique, quand "le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution" selon l'analyse du Che Guevara, c'est de ne point trahir. Or Allende n'a été élu qu'avec une majorité relative. La rupture du pacte social qu'implique la prise au sérieux du projet révolutionnaire produit une lutte des classes qui n'a rien de drôle et, au bout de trois ans, la crise très sérieuse dans le système économique, politique et social. Par exemple, l'inflation est de plus de 100% en 1972 et de 800% entre janvier et août 1973. Le coup d'Etat ne surprend donc personne. Ce qui surprend tout le monde, c'est sa portée.

2.- La dictature: pour quoi faire?

Après un moment d'hésitation les militaires au pouvoir décident de tout changer. En particulier, ils imposent au pays le dogme néo-libéral: l'offre et la demande déterminent les prix, les salaires et l'étendue du marché du travail; l'Etat licencie son personnel jugé inutile; et l'impôt sur les importations est considérablement réduit, ce qui met en crise l'agriculture et l'industrie, traditionnellement protégées par la politique néo-keynésienne de "substitution des importations" (12): face à la concurrence internationale, les entreprises chiliennes doivent se reconverter. Le gouvernement dit aux éleveurs qui voient les prix du lait et de la viande baisser: "mangez-les donc, vos vaches". Il en résulte une chute sensible des salaires et de l'emploi, dont le cadre politique indispensable est la répression des partis et du syndicalisme d'opposition. Mais le temps passe et le cadre se maintient. Le gouvernement dit aux chômeurs: "enrichissez-vous donc". Et la politique sociale devient alors de plus en plus l'affaire charitable de La Primera Dama de la Nación, Madame Pinochet, qui gère les pauvres.

Parallèlement des crédits, rendus accessibles grâce aux liquidités issues du premier choc pétrolier, affluent au Chili néo-libéral (1975-1978). Le secteur privé se modernise dans l'agriculture et se développe dans des activités comme la pêche ou le bois. Vers 1977 et 1978, un soulagement se produit pour une partie de la population pauvre: la vie exigeant la vie, des "initiatives privées", surtout dans l'artisanat et l'industrie familiale (menuiserie, **packIng**, etc.), commencent à se développer ici et là, comme conséquence de la saturation rapide du marché des "services divers" (colportage, mendicité directe ou déguisée, etc.; toutefois le niveau du chômage reste élevé, de 15 à 20% selon l'année).

Ce processus se renforce lors du **boom** économique de 1979-1982. S'il faut se donner un symptôme du boom, c'est un appartement de 140 m. carrés au quartier de Providencia, à Santiago, qui coûte alors plus cher que dans le XVI^e arrondissement de Paris (les riches au Chili en sont fiers); ou les vitrines du commerce rebondissant de produits de luxe traditionnellement prohibés dans ce si castillan pays (on trouve même, à côté des Andes, de l'eau d'Evian!). On comprend dès lors que le paysage sociologique ne soit plus le même qu'avant 1973. En particulier le poids de "la classe" (ouvrière) louée naguère par la poésie volontariste d'un Pablo Neruda, se trouve considérablement affaibli à cause des changements de fond qui se sont opérés dans la structure économique.

Par exemple, le cuivre représente désormais moins de 5/10 des exportations contre 8/10, on l'a dit, avant Pinochet. Ceci s'explique de façon marginale par la tendance effectivement à la baisse sur le long terme du prix international du métal rouge. En effet l'explication principale sur le moyen terme (mais c'est toujours valable aujourd'hui) en est le développement rapide d'une industrie agro-alimentaire très rentable, du fait des variations saisonnières entre l'hémisphère sud et l'hémisphère nord et du caractère non exotique des produits qu'offre le Chili: raisins (80% de l'exportation mondiale), pommes, poires, par exemple. Ce pays devient par ailleurs le premier producteur mondial de farine de poisson. Résultat qui ne va pas sans poser problème: la nature généreuse en mer facilite la capture peu discriminée de la faune proche. Et les carences en infrastructure pour le transport froid et en moyens d'investissement font que 1/10 seulement de la capture soit destinée à la consommation humaine contre 9/10 en Norvège, son prix étant de quatre fois supérieur à celui de la farine. Mais des initiatives intéressantes sur le plan technologique ont également lieu. Ainsi une simulation assez extraordinaire de la course du saumon est installée en mer dans le Sud (c'est un labyrinthe récurrent, en barbelés). Ou bien une partie du désert au Nord est plantée de vignes (des puits profonds permettent l'arrosage), sous le climat favorable d'un soleil constant -les raisins vont principalement aux U.S.A., quand la Californie-commence à ne plus en produire.

Vers 1980, des miettes du boom commencent à parvenir aux groupes défavorisés, qui s'endettent pour une télévision en couleurs voire même une petite voiture japonaise. Certes, la crise financière internationale de 1982 (stagflation) frappe de plein fouet l'économie latino-américaine en coupant subitement les vannes de tout le crédit extérieur donc aussi intérieur. Mais deux ans plus tard, grâce à une baisse plus ou moins générale de la consommation et à une gestion judicieuse, le Chili s'en sort plutôt mieux que les autres pays de la région et la situation se trouve dans l'ensemble maîtrisée, sans que le

modèle néo-libéral se voit en substance modifié. Par exemple, le Chili, qui a la dette extérieure par tête la plus élevée en Amérique latine, continue de la payer régulièrement; ou, encore, un vaste programme de privatisations est renouvelé et mis en oeuvre en 1985-1987. Des modifications secondaires ont cependant été introduites. Le gouvernement agit avec plus de pragmatisme dans le secteur social. La raison en est principalement politique. En effet l'horizon plébiscitaire de 1988 n'est plus très lointain.

Ainsi, à la veille de ce plébiscite, l'inflation se trouve à un niveau modéré sans contrôle des prix (12%); le chômage rencontre ses chiffres historiques (7 à 8%); la croissance est forte (7%); la dette diminue (de 20% entre 1985-1988); les salaires réels augmentent. Cette évolution est généralement reconnue dans les réunions internationales. En 1987 ou 1988, il est courant d'entendre dire que le Chili est le seul pays qui fonctionne économiquement bien en Amérique latine (13). Les opposants ne peuvent pas le nier. Quelques semaines avant le plébiscite de 1988, le dirigeant socialiste Ricardo Lagos, actuel ministre de l'éducation, déclare que l'opposition ne met pas en cause le modèle économique en vigueur, elle s'attaque uniquement à ses excès sur le plan de la justice sociale (la notion d'"excès" étant floue, on pouvait alors dire comme Hamlet que ce n'était là que "words!" mais on découvre aujourd'hui que les "words" peuvent avoir, et ont eu, du poids: la politique économique d'Aylwin est sans excès). De même, un syndicaliste d'opposition dit en 1986: "malgré tout, sous Pinochet, nous avons appris ce qu'est le travail". Façon d'évoquer la lutte traditionnellement inflationniste contre le chômage (cf. supra).

Est-ce le signe d'un changement qualitatif dans la perception de l'enjeu économique, politique et monétaire, un dépassement dans la culture politique de la solution antérieure: "démocratie + inflation"? Il est trop tôt pour le dire. On note pourtant après l'installation d'Aylwin au gouvernement une tendance lente quoique tenace à la hausse des prix qui s'accélère avec la crise du Golfe (le Chili produit 12% seulement de sa consommation de pétrole) et se situe aux alentours de 30% pour l'année soit au même niveau que la moyenne historique. Si l'on fait abstraction du Golfe (1/4 de l'inflation entre septembre et décembre 1990, selon certaines estimations), on peut s'en inquiéter car le gouvernement, modéré, a dû cependant prendre quelques mesures urgentes sur le plan social, or on sait que l'action sur les marges fait souvent tout éclater, et il n'est pas sûr que les chefs d'entreprises, parties prenantes au gouvernement de **la transition**, n'aient déjà intériorisé une disposition à la hausse des prix qui risquerait de se communiquer plus ou moins rapidement au reste de la population et à l'Etat, il faut pourtant ajouter que les acteurs économiques restent encore plutôt sereins à cet égard et que l'intérêt international pour investir au Chili s'accroît régulièrement depuis un an, en particulier (hormis les U.S.A.) du côté du Japon, de l'Allemagne, des "quatre dragons", de l'Espagne, de l'Australie et de l'Italie -la France demeure en retrait, avec 1.5% de l'investissement étranger au Chili.

Revenons pourtant à la situation antérieure. A l'évolution globalement favorable de l'économie s'ajoute, à partir de 1986, une libéralisation limitée mais constante de la politique. Par exemple, la presse écrite a une liberté presque totale en 1987. Ainsi on peut se procurer dans les kiosques deux quotidiens d'opposition (**La Epoca**, **Fortin Mapocho**) et quatre hebdomadaires se réclamant des

sensibilités démocrate-chrétienne (**Hoy**), socialiste (**Apsl**, **Cauce**) ou même proche du parti communiste (**Análisis**). Simultanément, l'opposition, toujours divisée sur plusieurs questions importantes, produit un doute quant à sa capacité à assurer une transition pacifique et économiquement ordonnée vers la démocratie. Comment expliquer, dès lors, la défaite de Pinochet, dont la cote de popularité augmente à mesure que le plébiscite approche?

3.- Pourquoi la défaite d* Pinochet?

"Elle n'a pas eu une cause rationnelle, c'est le sentiment de «ras-le-bol» qui l'a produite, un sentiment qui a eu des causes économiques, politiques, bien sûr, mais aussi, curieusement, esthétiques; par exemple, Pinochet, au lieu de parler, donnait l'impression d'aboyer, et cela heurtait la dignité de chacun qui croyait mériter mieux", disait un responsable du parti socialiste chilien. C'est vrai. La **laideur** du pouvoir finit par être punie (cf. le **Caligula** de Camus). Néanmoins ce sentiment de "ras-le-bol" et la défaite de Pinochet n'auraient probablement pas eu lieu sans un facteur proprement politique mais en même temps moral qui a pourtant été peu considéré dans la plupart des analyses encore trop atteintes par des projections et des calculs conjoncturels. Ce fut le passage réalisé par la gauche (surtout non communiste) de la logique de l'affrontement, dominante jusqu'en 1984-1985, à la logique de la réconciliation nationale.

Ce passage fut lent, difficile. Sa cristallisation politique, quelques années avant le plébiscite de 1988, pourrait être représentée par des exemples divers comme l'**Allanza democrática** promue par Gabriel Valdés Subercaseaux actuel président du Sénat ou le **Grupo de los 11** ("Groupe des 11") partis démocratiques promu par Edgardo Boeninger actuel ministre secrétaire de la Présidence, etc. Pourtant le plus décisif d'entre ces différents exemples semble rester la signature, le 24 août 1985, de l'**Acuerdo nacional para la transición a la plena democracia**, **Accord national pour la transition à la pleine démocratie**. Le plus décisif car le plus large et le seul ayant suscité une réaction des autorités qui avaient tendance à se prouver comme telles en haussant les épaules devant les initiatives politiques de l'opposition. Le promoteur initial de ce pacte allant de la droite à la gauche avait été le cardinal de Santiago, Monseigneur Francisco Fresno Larrain, dont les opposants avaient néanmoins pensé au moment de sa nomination, en 1984, qu'il serait un proche de Pinochet, au mieux un naïf -il remplaça le cardinal Raúl Silva Henríquez resté populaire pour sa condamnation soutenue de la dictature, depuis le jour même du coup d'Etat.

L'Eglise catholique a joué un rôle important au Chili de Pinochet, comme "voix des sans voix". Elle a aidé les persécutés, les pauvres. Les rares exceptions prouvaient cette règle. Pourtant une ambiguïté existait au fond de cette situation. **Voix**, l'Eglise l'était devenue -après le Chili si laïc de la période Allende- par la réalité même de la dictature. Créé par ce mal, le bien devait s'exercer à travers un activisme quotidien qui a débouché sur une sorte d'inertie multiplicatrice de la conscience de bien agir. S'est ainsi trouvé involontairement assumé, en même temps, le schéma manichéen qui avait fondé ce sens **de la vie**. En 1984, le cardinal Silva Henríquez ne croit donc plus à la possibilité d'une issue

démocratique tant que Pinochet restera au pouvoir, c'est-à-dire tant qu'il restera vivant -cette synonymie résume alors le mélange curieux quoique répandu d'une vraie "révolte résignée". Le mérite de son successeur, le cardinal Fresno Larrain, est d'être sorti de cette impasse morale et d'avoir proposé au bon moment la solution de l'**accord national**. On peut néanmoins supposer que cette proposition n'aurait suscité aucune fragilité du côté du gouvernement, aucune ouverture, sans la condamnation préalable de ce dernier par le cardinal Silva Henríquez et sans son attitude ferme entre 1973 et 1984.

Certes l'**Acuerdo Nacional** (A.N.) n'est pas le seul facteur ayant déterminé la transition démocratique au Chili, il y en a eu beaucoup d'autres: l'isolement international de la dictature, le mécontentement de la population pauvre, etc. Toutefois, dans l'ensemble, le nouvel esprit représenté par l'A.N. a joué le rôle primordial d'une "révolution paradigmatique", dirait René Thom (14). On va donc se pencher sur l'A.N. comme une illustration du passage décrit et on donnera les indications nécessaires à la compréhension de ce pacte et de son importance. Quelques précisions d'ordre politique sont nécessaires à

Le 6 octobre 1988, jour du plébiscite (il s'agissait de voter pour ou contre le maintien de Pinochet au pouvoir jusqu'en 1997: si on le lui refusait, une élection présidentielle devrait avoir lieu un an plus tard, soit en 1989, et c'est ce qui s'est passé, avec les résultats qu'on connaît: 55% des voix en faveur d'Aylwin dès le premier tour), le dictateur obtient plus de 43% des voix, chiffre identique à celui obtenu par les deux candidats de la droite lors de l'élection présidentielle de 1989. Ce n'est pas négligeable. Probablement, le pourcentage des voix dont a bénéficié Pinochet aurait été moindre si l'opposition s'était présentée au vote en ayant déjà désigné son candidat à l'élection présidentielle qui devait suivre. Tous les sondages de l'époque indiquent en effet que l'opinion voulait cette désignation comme moyen de réduire l'incertitude dans l'offre politique de l'opposition. Mais on peut supposer, en estimant le "marais" à 10% des électeurs (les politologues chiliens l'estiment généralement entre 12 et 15%), que le vote favorable à Pinochet aurait dépassé la barre de 50%, et l'aurait donc confirmé au pouvoir, si un pacte comme l'A.N. n'avait pas été signé.

Au fait, tacticien habile, Pinochet a tout de suite compris, mais c'était déjà tard, le danger que représentait pour lui un pacte de centre élargi depuis la gauche et la droite. Quelques jours après sa signature, il qualifie l'A.N. de "tactique diabolique" -"c'est un piège mortel", dit également son conseiller Jaime Guzmán Errázuriz, aujourd'hui sénateur élu à Santiago. De quoi s'agit-il exactement? Il s'agit, on l'a dit au début, d'une crise de l'identité de l'opposition surtout de gauche. Pour mieux comprendre cette évolution, il faut revenir en arrière dans le temps.

Le gouvernement militaire issu du coup d'Etat réprime brutalement l'opposition politique et syndicale. La répression produit des situations bouleversantes: assassinats, tortures, disparitions, exil. Pour l'opposition, la morale se divise alors entre ce mal et le bien incarné en conséquence par elle. Son symbolisme de l'auto-affirmation, tenu pour de l'auto-conservation, est déjà fort avant même le coup d'Etat (cf. plus haut). Mais il s'empare désormais de la notion du bien. En son nom l'opposition se dit

qu'elle a l'impératif catégorique de préserver son identité menacée, que rien ne doit l'arrêter dans cette lutte. Et rien ne l'arrête en réalité, jusqu'à la signature de l'A.N., le 24 août 1985.

Ce réflexe identitaire étant provoqué de l'extérieur représenté comme prédateur vers l'intérieur représenté comme proie, gagne, par cercles concentriques, "les forces démocratiques", "la gauche" (ou "le centre"), "le parti", "la bonne tendance dans le parti", "notre position" ..."moi". Par le primat du principe d'identité, c'est, partout, la méfiance qui "réunit" au fond les Chiliens. Il n'est donc pas étrange, sur le plan symbolique, que la dispute pour des noms (comme celle portant sur le vrai parti socialiste, sur le vrai parti radical ou sur le vrai parti national) ou la prolifération des sigles (A.D. "Alianza democrática", M.D.P. "Movimiento democrático popular", A.N. "Acuerdo nacional", A.N.D.E. "Acuerdo nacional democrático", P.A.I.S. "Partido amplio de izquierda socialista" par exemple) aient pris de l'importance.

En un sens, cette lutte auto-conservatrice se révèle efficace car, malgré la répression, les organisations se maintiennent. Mais elle crée en contrepartie la tendance mentionnée à la méfiance, à la dispersion et au conditionnement de l'intelligence politique. En particulier la lutte identitaire ne représente jamais un danger véritable pour le régime militaire. Pinochet gagne ainsi sans problème le plébiscite de 1980 qui prévoit celui de 1988 (il n'y a pas eu en 1988 un masochisme tardif et sot de Pinochet, comme ont eu pourtant tendance à l'affirmer, par commodité, les médias français; la prévision relève plutôt d'une tradition légaliste qui a atteint la dictature elle-même, toujours soucieuse de se trouver une légitimité -consultation de 1986, plébiscite de 1988, élection de 1989-, et qui a atteint curieusement, en même temps, l'opposition: trop souvent, sous la dictature, l'opposition a paru, en matière juridique, plus papiste que le Pape, byzantine). A l'issue du plébiscite de 1980, l'opposition sait en conséquence (mais elle ne le dit pas ouvertement) qu'elle n'a pas le soutien de la majorité des Chiliens, intimidés par la dictature et plus intéressés selon les sondages par l'ordre public et par leur situation économique que par le caractère dictatorial du régime ou par les violations des droits de l'homme, qui, il faut le dire, n'ont jamais pris au Chili des proportions aussi massives qu'en Argentine après 1976.

Toutefois ingrat est le bien: le maintien de la dictature produit chez la plupart des opposants une perception exaspérée de la durée. "Le temps passe", c'est le "ça va" des gens écartés du pouvoir. D'où un sentiment de culpabilité à l'égard du temps et un pessimisme face à l'échéance plébiscitaire de 1988. Jusqu'à la signature de l'Accord National en août 1985, l'opposition poursuit dans sa politique de désignation du mal chez Pinochet et annonce comme par tics sa chute imminente ("¡y va a caer, y va a caer, y va a caer...!"). L'idée d'un changement de perspective lui semble, en 1981 ou 1982, irréaliste, pis, comme une trahison suicidaire: dans un pays aussi politisé que le Chili, le centre ne saurait s'approcher de la droite sans trahir la gauche et sans se voir en conséquence rongé par le centre gauche; le socialisme modéré ne saurait s'approcher trop du centre sans trahir le communisme et sans se voir rongé par le socialisme pur et dur; et il en va de même pour le communisme, non seulement en direction de l'extrême gauche (le M.I.R. est toujours en principe à l'affût) mais également en direction du centre -le

socialisme pur et dur pourrait en profiter, comme entre 1970 et 1973, lorsqu'il devint "plus à gauche" que le P.C. (15)

C'est dans le contexte de ce manichéisme disséminé, entretenu (?) par Pinochet, que se produit la crise financière de 1982-1983. Les banques internationales n'offrent plus de crédits. Les Chiliens, très endettés, doivent freiner la production dans tous les secteurs et ont du mal à payer leurs dettes tant internes qu'externes. Ils accroissent leur demande de devises mais reçoivent une réponse négative. La dévaluation brutale du peso (de 100%) ne se fait pas attendre. Le dollar à bon marché est en effet irréal à cause de la demande accrue de devises qui sont désormais introuvables. La situation des débiteurs en dollars, rendue intenable par la dévaluation, se propage à l'ensemble de la population, du haut vers le bas. La monnaie redevient pauvrement nationale. Les épargnants voient fondre leurs fonds. Les institutions financières font faillite. Des manifestations antigouvernementales éclatent en conséquence dans les rues en janvier 1983. On y voit beaucoup de gens appartenant aux couches moyennes et supérieure. Les secteurs populaires, d'abord aux aguets, se plient à la protestation. Le mouvement s'intensifie en mars et avril 1983. Les dirigeants de l'opposition y découvrent un rejet du régime. Ils se radicalisent, exigent le départ de Pinochet, une assemblée constituante. Les médias sur la scène internationale semblent y croire; le ministre français des relations extérieures, Claude Cheysson, prévoit la chute rapide du dictateur chilien. Ces échos optimistes se répercutent sur les opposants à Santiago qui y croient davantage et foncent...

Le mouvement de protestation atteint son sommet vers la fin de l'année 1983. Les couches moyennes et supérieure prennent peur de cette évolution. Parallèlement, le gouvernement prend des mesures visant à résoudre, en partie au moins, la situation des personnes endettées qui finissent par se dire que ce qui s'est passé c'est aussi de leur responsabilité. Ce sentiment est important. Il marque un recul de la culture étatiste (Pinochet, "en guerre", n'a pas su le valoriser). Les appels renouvelés à la protestation populaire sont alors sévèrement réprimés et de moins en moins suivis. Ils n'ont plus de débouché politique. Ils deviennent symboliques, routiniers. Et ils meurent de mort naturelle vers septembre 1984.

La position des militaires au pouvoir se trouve renforcée. La démoralisation gagne la direction des partis d'opposition. Ils connaissent un moment de paralysie. Au début de l'année 1985, Pinochet a rétabli le silence de l'état de siège (il donne même ce conseil à l'opposition: "Profitez de réfléchir, Messieurs") et, selon les sondages, est approuvé en cela par la majorité de la population y compris de la population pauvre hostile à la violence des protestas dont elle est la principale victime. Rien n'indique que le projet de Pinochet se verra modifié. La plupart des observateurs croient au contraire qu'il réussira à se maintenir jusqu'en 1997, en ayant préalablement gagné le plébiscite de 1988. Cette opinion se fonde sur un élément complémentaire qui est décisif: aucune faille n'est apparue dans la cohésion des forces armées. Elles semblent considérer, comme bon nombre de Chiliens, que le manichéisme de l'opposition n'est pas rassurant et va à rencontre de l'intérêt national. Plus tactique, elles semblent considérer qu'en attaquant Pinochet à cause du coup d'Etat et de ses séquelles, c'est elles aussi dans leur totalité que l'opposition

attaque, donc que pour se défendre elles doivent défendre Pinochet et, ensemble, contre-attaquer, avec toute la force dont, ainsi unis, elles et lui disposent. Pinochet insiste en conséquence sur son concept préféré: "on est en guerre!"

En janvier 1985, la politique de l'opposition semble parfaitement adaptée à la poursuite du gouvernement militaire. Ainsi le signale d'ailleurs, dans un entretien publié par le journal El Mercurio, le chef de l'aviation, général Fernando Matthei, reconduit dans sa fonction par le gouvernement de Patricio Aylwin. Il le reconduit pour sa contribution au **gouvernement** au sens large de la **transition**. L'état des lieux proposé par Matthei après douze ans de lutte identitaire, de situation bloquée, finit par être accepté tant bien que mal par l'opposition. Et du coup il rend possible la participation, c'est ça l'essentiel, de la gauche à l'A.N. (de la gauche non communiste: le parti communiste adhère une semaine plus tard aux conclusions du document) qui est un appel sans exclusions à la réconciliation nationale en vue du rétablissement de la démocratie. L'appel peut paraître anodin. Il ne l'est qu'après coup. Il suppose plusieurs questionnements chez les responsables de la gauche modérée: a) Un effacement de leur désir de vengeance; b) Un dépassement du culte de leurs héros; c) Un détachement face aux accusations dont ils font l'objet, pour avoir "trahi la mémoire révolutionnaire"; d) Une sensation de stérilité après leur conversion à l'idée de la réconciliation (le mépris et l'intransigeance militaires les ridiculisent, les poussent à se contredire et à montrer leur "vrai visage", et leur persévérance même leur renvoie l'image peu rassurante d'être "les perroquets de la réconciliation", ainsi que le dit l'extrême gauche); et, e) Un sentiment de lassitude: puisque la représentation de ce qui est tend à l'assumer en tant que devoir être -à assumer la vie comme lutte en tant que devoir lutter-, faire de la politique consiste en 1985-1988 à aller en répétant aux siens que "c'est une lutte, l'accord!" et en demandant en conséquence "l'accord pour lutter (pour l'accord)!"...

L'appel à la réconciliation n'était pas nouveau. Il avait été formulé à plusieurs reprises depuis le 11 septembre 1973, avec une conviction toutefois décroissante, par l'Eglise catholique. L'appel valait peu s'il suscitait l'hostilité ou l'indifférence de la victime officielle du coup d'Etat c'est-à-dire de la gauche, interlocuteur paradoxal et indirect, mais, au fond, seul interlocuteur naturel pour les putschistes. Ils voyaient chez les autres interlocuteurs, notamment chez les démocrates-chrétiens, un simple public, un intrus: dans la logique militaire, quand A frappe à B, c'est B et non pas C qui doit répondre. Au contraire, la présence de la gauche à la signature de l'A.N., en 1985, libère moralement et politiquement le centre, formé par les partis radical, social-démocrate et démocrate-chrétien -la démocratie chrétienne demeure la principale force politique. Le centre peut alors, pour la première fois depuis 1973, regarder vers sa droite sans craindre de se voir disqualifié et érodé du côté gauche. Un spectre politique allant de la droite à la gauche modérées est ainsi rendu possible et se constitue par l'A.N. Par exemple, on trouve dans ce pacte -le symbole est fort- la signature du socialiste Carlos Briones, dernier ministre de l'intérieur d'Allende, à côté de la signature de Francisco Bulnes, ancien ambassadeur de Pinochet à Lima et l'un des plus hauts responsables de la droite (il appartient au parti Rénovation nationale -le Parti national participe

également à l'A.N.). Seuls les extrêmes sont absents: principalement, P.C. et M.I.R. du côté gauche, Avanzada Nacional et Unión Democrática Independiente du côté droit.

Mais une partie de la gauche signe l'A.N. en simple tactique: ce sera, croit-elle, el abrazo del oso (l'accolade de l'ours). Les vieux démons hégéliens, qui expliquent la vie par l'affirmation du principe d'identité (16), restaient vivants chez certains socialistes agissant en gardiens du symbolisme izquierdista donc en pont, depuis l'A.N., vers le P.C. C'est surtout vrai de l'Izquierda Cristiana, Gauche chrétienne, dirigée en 1985 par Luis Maira. Mais c'est aussi vrai de nombreux démocrates-chrétiens de gauche, comme les **chascones** -"décoiffés"- qui formaient file derrière leur président de l'époque, Gabriel Valdés Subercaseaux; ou comme la plupart de ceux également chascones qui travaillaient à la revue **Análisis**. Pinochet leur donnait en appât son agressivité et, eux, ils se révoltaient, c'est-à-dire ils disaient tout le mal qu'ils pensaient de lui. Des démocrates-chrétiens se révoltaient d'autant plus qu'ils gardaient la mauvaise conscience d'avoir été à l'extrême droite de leur parti lors de l'Unité populaire, entre 1970 et 1973.

Tout ce monde s'affirmait en rejetant notamment l'itinéraire constitutionnel établi en 1980: plébiscite en 1988, élection éventuelle un an plus tard. A ses yeux, l'itinéraire manquait de légitimité car issu de la volonté du dictateur. En 1984 il arrivait à ces démocrates d'avoir vu le film Gandhi qui les enthousiasmait: "désobéissance civile". Patricio Aylwin avait pourtant déjà insisté sur le besoin d'accepter la Constitution de 1980 "comme un fait". Les autres rejetaient ce projet: au bout du chemin il n'y aurait que fraude électorale, toute tentative préalable de négociation sur l'itinéraire constitutionnel serait humiliante et stérile (néanmoins la Constitution fut réformée, sur la demande de l'opposition, avant le départ de Pinochet).

Les opposants modérés essayaient de faire comprendre aux autres que la tentative de communication en direction des militaires et de la droite, bien qu'elle fût refusée par Pinochet, était en elle-même globalement communicative de son être en tant que tentative et, par l'intermédiaire de cette communication, communicative également de ses buts; et qu'il fallait donc tenir. Ce à quoi les autres répliquaient qu'on ne peut pas négocier en situation de faiblesse et qu'il était donc nécessaire de démontrer à Pinochet, par la mobilisation sociale, la force dont disposait l'opposition. La mobilisation sociale, c'est-à-dire l'appel jamais réussi à la grève générale, les bombes, les coupures du courant électrique, les manifestations, les arsenaux du **Frente patriótico Manuel Rodríguez** (proche du P.C.), son attentat contre Pinochet en 1986.

Vers juillet de l'année 1986, dite par l'opposition, en janvier, "décisive" (Pinochet avait défini le 11 septembre 1973 comme le jour "décisif"), la rupture de l'A.N. paraissait imminente. Les signataires de gauche accusaient les signataires de droite de participer au pacte pour se donner bonne conscience, pour créer un espoir injustifié de démocratisation, pour démobiliser l'opposition, et de ne rien faire en vue d'un changement réel. Et la droite répondait aux signataires de gauche qu'ils étaient les commanditaires du parti communiste, qu'elle ne pouvait pas leur faire confiance et qu'en simples tacticiens ils manquaient

d'ailleurs de sens de la durée. Pinochet pouvait ainsi espérer que la "tactique diabolique" se défasse par ses propres auteurs.

Voyant le risque d'un retour en arrière qui serait fatal pour la transition démocratique, le démocrate-chrétien Sergio Molina, coordinateur de l'A.N., actuel ministre de la planification et de la coopération, a envoyé à ses signataires une lettre datée du 6 août 1986. Il disait en substance que le meilleur moyen de gagner le plébiscite c'était de passer à travers lui "comme d'avance", en désignant déjà, en 1986 ou en 1987, le candidat à l'élection présidentielle devant avoir lieu en 1989 -avec une majorité préalable en faveur du non lors du plébiscite de 1988. Molina n'était pas dupe, il savait que son raisonnement, complexe, risquait de ne pas être compris. D'ailleurs sa proposition touchait à vif un certain nombre de dirigeants qui croyaient se voir assigné le futur premier rôle et qui, pour conserver l'ambition, tendaient à reporter une décision sur la candidature. Bien que convaincu de son idée, ce qui intéressait surtout à Molina c'était de contribuer à un déplacement aussi rapide que possible du discours politique vers le problème de la candidature qui impliquerait une acceptation tacite de l'itinéraire constitutionnel donc la fin de la principale source de divergence entre la droite et la gauche modérées. De ce point de vue, son initiative a été un succès.

En effet après sa lettre on ne parlerait plus guère de l'illégitimité de l'itinéraire constitutionnel. A sa place la discussion serait du type: "je suis ne suis pas d'accord avec la nomination actuelle d'un candidat, c'est prématuré", "non, il faut le désigner maintenant", "on ne va tout de même pas désigner le candidat à une élection qui n'existe pas, ce qui existe c'est le plébiscite, après on verra", "le plébiscite n'existe pas, au plus il existerait, tout ce qu'on programme est toujours subordonné à quelque chose, et il en va de même pour la candidature prônée", "on est en désaccord, mais on peut au moins faire en sorte de gagner ensemble le plébiscite contre Pinochet", "oui, il faut essayer, bien que, pour être sûr du résultat, un candidat soit souhaitable"... Naturellement ce déplacement du discours politique était au fond voulu.

L'A.N. ne s'est pas rompu. L'attitude des opposants est devenue de plus en plus politique et de moins en moins "morale" car ils comprenaient chaque jour davantage que l'attachement à "l'éthique de la conviction" les conduisait à cette chose autrement plus immorale qu'était la reconduction du dictateur dans les affaires. Cette politisation de "l'éthique de la responsabilité" rendait en même temps de moins en moins justifiable l'attitude intransigeante de Pinochet et ses "aboiements" (cf. supra). Ceux qui, à l'extrême gauche, avaient pris l'A.N. pour une simple tactique se sont peu à peu trouvés pris au piège de la "tactique" qui s'est vue prolongée au long des mois et qui a signifié un apaisement au moins pratique des opposants.

Ce n'est que par cet apaisement que des dissensions commenceront presque automatiquement à apparaître -comme si elles n'avaient attendu que cela pour le faire- au sein des forces armées, à partir de décembre 1985. Ainsi les chefs de l'aviation, des carabiniers et même de la marine prennent une distance par rapport à Pinochet, chef réel de l'armée de terre. La raison avait changé de côté. L'accord national diversifie le langage de l'opposition, dit qu'une issue raisonnable est possible et finit par donner, vers

1988, une signification "diabolique" aux remanences même du principe d'identité dont l'A.N. signifie, on l'a vu, un dépassement substantiel: la Gauche chrétienne agit-elle depuis l'A.N. en pont vers les communistes, en défenseur de leur droit à être reconnus (en 1980 ils avaient penché pour la "violence aiguë" contre la dictature)? La droite y voit en 1988 (la *perestroïka*, déjà là, l'aide en ce sens) une condition de leur affaiblissement *ex post*: l'exclusion politique avantagerait les communistes; donc le "pont" *ex ante* serait utile.

On s'aperçoit ainsi que la **pureté de** la transition chilienne c'est, comme source de changement, la politique au sens propre et, en elle, la recherche **non pas de** la lutte mais au contraire de l'accord qui prend les cultures belliqueuses au dépourvu, déstabilise leurs réseaux d'autorité et propose l'éthique en tant que référence commune et non plus simplement identitaire. C'est probablement ce qui a permis à 10% au moins de l'électorat chilien, le "marais", de voter **non** en octobre 1988 et de faire ainsi la différence -ajoutons que la campagne pour le **non** a été très habilement conduite par les forces démocratiques et leurs dirigeants.

Conclusion

On l'a dit au début, ce qui suit le plébiscite de 1988 (l'élection présidentielle de 1989, l'installation d'Aylwin au gouvernement, ses problèmes, ses actions, leurs limites) n'est pour l'essentiel qu'application soutenue de la rationalité consensuelle illustrée ici par l'A.N. Aylwin applique en effet cette rationalité aux plans économique, politique, social, judiciaire, institutionnel, culturel. Examinons brièvement ces aspects en commençant par le dernier.

a) La "mémoire collective" agit évidemment en composante essentielle de la culture politique. Le sentiment d'appartenir à une communauté aide généralement à la stabiliser et à se stabiliser en elle. L'appartenance à une société de type démocratique va dépendre normalement de facteurs très divers dans l'économie, dans les institutions, etc. Un facteur subjectif paraît important: le respect de l'autre rendu objectif en tant que pluralisme politique. Or le pluralisme tend à se transformer en sectarisme quand le passé ne rappelle qu'affrontement. Le bellicisme dans la mémoire risque de revenir sur le présent. D'où une tendance bien connue (cf. Orwell, Koestler) à employer une politique abolitionniste ou falsificatrice du passé censée produire l'harmonie hic et nunc. On propose notamment des "paradis artificiels". Néanmoins les artifices s'avèrent parfois si évidents qu'ils deviennent au mieux inopérants. Il arrive aussi que leur évidence soit ressentie comme insultante et qu'elle aggrave l'animosité. Il convient donc en politique de s'être donné les moyens de ne pas trop mentir demain.

La tendance à construire des paradis artificiels diminuerait en proportion directe avec l'existence réelle dans le passé d'éléments pouvant signifier la communauté d'aujourd'hui. Or on peut prévoir la nécessité de ces repères et s'efforcer de créer la source d'une future mémoire collective. C'est ce que fait la droite chilienne quand elle accepte de signer l'A.N. avec la gauche, en 1985. Il est ainsi possible de dire, à l'heure actuelle: "nous, en 1985..." On pourrait donner d'autres exemples de ce même

mouvement: Aylwin va en 1990 à l'enterrement officiel d'Allende; les avenues "11 septembre 1973" conservent encore ce nom; les généraux Matthei et Stange -anciens membres de la Junte militaire- restent commandants de l'aviation et des carabiniers, etc.

b) Plus important dans la forme de la vie politique est le reflet de ce mouvement sur l'aspect Institutionnel. La dictature a laissé des traces institutionnelles, par exemple sur le mode d'élection des parlementaires, sur le Sénat partiellement désigné d'avance ou sur l'impossibilité juridique où se trouve Aylwin de remplacer Pinochet comme chef des armées. Donc d'anciens opposants, aujourd'hui au gouvernement, parlent d'**enclaves** (ce mot rappelle les économistes de la "théorie de la dépendance": Baran, Sweezy, Gunder-Frank, Amin, Petras) dans le système actuel, d'"enclaves autoritaires" qu'il faudrait en conséquence supprimer.

Politiquement ce n'est pas évident. Pinochet sans pouvoir réel ne peut pas faire grand chose de l'institution qu'il "est", commandant en chef des forces armées. Mais cette institution, qu'il "est" sans avoir le pouvoir, peut beaucoup faire pour la légitimation du pouvoir démocratique réel toujours un peu en suspens d'Aylwin. Une suppression purement juridique de l'institution, si Pinochet conservait de la popularité, risquerait d'accroître cette dernière. C'est par l'accroissement éventuel de son influence politique, un accroissement venu d'ailleurs que l'institution, que celle-ci pourrait devenir, en apparence, déterminante. Et elle pourrait devenir déterminante après même avoir été supprimée, comme lors de toute Restauration qui se nourrit toujours de la forme détruite. Bref l'institution cède finalement à la politique.

Il n'est donc pas sûr au Chili que l'"enclave" Pinochet soit négative pour la consolidation de la démocratie, si l'institution accordée à lui le laisse sans trop d'influence et en particulier sans initiatives de type putschiste. Plus fondamentalement, ce Pinochet-là, du fait de rester là, d'apparaître même diminué parmi les autres autorités de l'Etat lors des cérémonies officielles, de ne pas s'être exilé, de ne pas avoir été emprisonné ou tué comme on le prévoyait avant son départ, serait un fait de mémoire globalement apaisant. Il le serait par les résidus mêmes du rite identitaire et par les inévitables oppositions verbales et polémiques que ce rite maintient: "qu'il est devenu dérisoire, Pinochet!", "au contraire, qu'il est digne!", "sa présence est une provocation, c'est une menace!", "c'est l'espoir!", "qu'il s'en aille!", "qu'il revienne au pouvoir!", disait-on en le voyant derrière George Bush et Patricio Aylwin, en décembre 1990. Sous certaines conditions -sous les conditions actuelles, par exemple-, ces polémiques feraient figure d'un jeu (cf. supra) et aideraient au fond à l'incursion démocratique de l'avenir.

Tout semble indiquer que la mémoire sur le plan institutionnel ne va pas être démolie. En particulier le concept clef de quelques décisions prises par Pinochet sera probablement maintenu: le gros de la Constitution de 1980, la régionalisation administrative, la municipalisation des écoles, la privatisation de l'assurance maladie, le caractère facultatif et non plus obligatoire de l'appartenance aux collèges professionnels, etc. De ce point de vue le Chili actuel ressemblerait davantage à l'Espagne de Suárez qu'au Portugal d'Otello de Carvalho.

c) Il y a aussi le problème moral des droits de l'homme violés sous la dictature: qu'en faire? Il faut s'arrêter sur cette question. Non pas tant pour rappeler les crimes commis que pour les voir comme un enjeu pouvant se répercuter sur la politique ou même sur l'économie: qu'advierait-il de la "santé économique" du Chili si une "guerre sainte" se déclençait entre le parti des victimes et le parti des bourreaux?

On comprend qu'un détour quelque peu philosophique s'impose à propos du singulier universel qu'est la Justice comme problème. Une société doit, semble-t-il, se sentir saine et, pour cela, se doter d'un pouvoir judiciaire, qui, en s'exerçant, lui offre la représentation de sa valeur morale, c'est-à-dire, à la fois, de son châtement et de son pardon, de sa mémoire et de son oubli, de sa vérité et de sa part de mensonge (d'erreur, dit-on plutôt). Au Chili le discours dominant à ce sujet dit ceci: on ne cherche pas la vengeance mais la justice, en tout cas la vérité; les procès sont du ressort des offensés, non du gouvernement; le pouvoir judiciaire en place doit être respecté et son changement éventuel doit se conformer aux lois; il ne faut pas confondre le pardon avec l'oubli; et personne, pas même l'Etat, n'a le droit de pardonner en se substituant à l'offensé.

L'éthique se déplace à l'intérieur de ces propositions dont la dernière semble déterminer à reculons toutes les autres. Elle postule une sorte de droit de propriété privée (et d'héritage) sur la souffrance vécue par A (la victime directe et sa famille, victime indirecte). Cette notion n'est pas une spécialité latino-américaine. Ainsi Jean Daniel par exemple, dans son article "Pas la vengeance, la mémoire" du *Nouvel observateur* du 6 décembre 1990, écrit à propos d'un pardon accordé à Maurice Papon: "Je ne me sens pas le droit de pardonner aux offenses qui sont faites à d'autres". On peut en déduire que lui, disons l'individu B, juge avoir le droit de ne pas pardonner ces offenses-là: Papon doit devenir Barbie.

Or la reconnaissance par B de la propriété privée sur la douleur éprouvée par A comporte une contradiction. Elle implique une identification de B à A. B suppose avec raison, probablement, que A réproverait comme cynique la grâce accordée au coupable par quelqu'un d'indifférent (B ou B') à sa douleur en tant que victime. Cependant, que dire d'une absolution venue non pas de l'indifférence mais d'avoir souffert de la souffrance d'autrui? Est-ce exclu? La solidarité avec la victime, quand elle prend le parti du châtement, n'est en principe pas plus justifiée qu'une solidarité prenant le parti contraire. La victime voulait-elle punir? Ou bien voulait-elle pardonner? Tout le problème éthique de la justice dépendrait alors, quel que soit le jugement prononcé, de l'intériorisation par B de la douleur dans l'âme de A, intériorisation qui, si elle existe, écarte l'idée de propriété privée sur ce terrain (cf. à ce titre, dans la Bible, 2 Co. 2, 5-10). Cette communication des âmes étant assurée, les autres problèmes (châtement ou pardon, mémoire ou oubli, vérité ou mensonge) disparaîtraient en tant que problèmes. Mais, naturellement, il est impossible de prouver l'âme en dehors de la pratique comme redondance tardive et incertaine. D'où l'insistance sur les autres problèmes et le déplacement métaphorique, politique, en eux-ainsi, le châtement serait, selon une interprétation assez répandue, compensatoire, exemplaire.

Quoi qu'il arrive dans ce domaine au Chili, quelques remarques générales peuvent être faites. La démocratie a été rétablie. Imaginons deux cas, deux individus qui sont là, connus comme coupables de "crimes contre l'humanité" (ces crimes rétroactifs et sans prescription) ou coupables, plus "simplement", de violations des droits de l'homme. L'un de ces individus va être exécuté à l'instar d'un Laval, l'autre survivra mais en prison, comme un Pétain. Ou, suite à l'abolition de la peine de mort en France (1981), un Barbie, Allemand, devient un Hess, tandis qu'un Papon, Français, circule librement. On peut encore concevoir un Papon se faisant, en 1991, des soucis sur son sort; et en même temps un autre Français, "Monsieur X", ayant agi en 1940-1944 comme Papon, qui reste néanmoins soit dans l'ombre soit, bien que connu et soupçonné, sans être inquiété. Au Chili (la peine de mort a aussi été abolie, par Aylwin), ce dernier cas de figure, celui d'un Papon inquiet et d'un "Monsieur X" qui ne sera pas inquiété, pourrait être représenté, respectivement, par les noms d'un Manuel Contreras (chef de la police politique en 1973-1977, cet homme attend son procès) et d'un Augusto Pinochet qui demeurera libre car "innocent" (ou, moins probablement, "fou").

Depuis leurs situations juridiques individuelles, tous ces personnages semblent en parler entre eux: Laval avec Pétain, Barbie avec Papon, ce dernier avec "Monsieur X", Contreras avec Pinochet. Ce qui donne son sens à leur "interlocution", c'est qu'elle révèle l'institution judiciaire, en puissance et en acte (présent, passé), comme abstraction transcendant le social. La société en aurait besoin pour "accomplir" l'ordre: "ne jugez point!" -en dernière analyse, le jugement serait divin. D'où sa figuration d'un dialogue sur la juridiction. Dans chaque couple considéré, le premier membre dit ainsi au second: "Je me trouve ou me trouverai condamné pendant que vous restez en liberté ou en vie". En même temps chacun des seconds répond: "Je me trouve en liberté ou en vie pendant que vous êtes ou serez condamné". Cette communication constitue la société en tiers par rapport au problème moral de la Justice (en tant que Pouvoir, elle doit être indépendante des deux autres pouvoirs plus proprement sociaux donc par principe moins indépendants entre eux). Il en irait de la santé de la société. Le procès lui dit: "Le châtement et le pardon, la mémoire et l'oubli, la vérité et l'erreur, les voici". Oui, ce "voici" rend la société extérieure à l'enjeu. La "voilà": elle peut rester tranquille. Quand une société ayant traversé des situations moralement éprouvantes (et toute société est passée par là) n'arrive pas à se donner le sentiment d'être saine mais se voit comme malade, c'est, semble-t-il, qu'elle n'agit plus en tiers mais en partie prenante au procès. En effet si tous les coupables ont été condamnés ou, au contraire, s'ils demeurent tous en liberté, l'interlocution se produit non plus entre coupables (en prison et en liberté) mais entre, d'une part, eux, soit en prison soit en liberté, et, de l'autre, la société, qui figure désormais en accusé -accusée, elle l'est d'avoir toujours été ou bien inclémente ou bien complaisante (la justice a ainsi perdu, avec son indépendance, sa majuscule) -deux maladies.

L'Uruguay pusillanime de nos jours se trouverait plutôt dans le second cas. L'Argentine de la Comisión Sábato ("¡Nunca más!") se serait approchée du premier -cependant son esprit justicier lui serait en partie venu de la défaite des militaires dans la guerre des Malouines qui les a placés en situation

de faiblesse. Le Chili se trouverait dans une situation intermédiaire, non seulement au niveau juridictionnel (des centaines de procès sont en cours) mais aussi dans la société civile: la presse publie tout ce qu'on découvre en matière de violations des droits de l'homme; en même temps, une dynamique du pardon se développe chez certains proches de "disparus", par exemple.

Des problèmes politiques et même économiques risquent de surgir tôt ou tard quand la mémoire se construit sur un mensonge plus ou moins général, comme en Uruguay. Cette sorte de retrait par rapport à la réalité vécue, d'ombre dans la mémoire, de mouvement finalement quelque peu schizoïde au niveau de la conscience officielle d'une société, devrait finir par affaiblir sa cohésion et sa stabilité. De façon corrélative, on pourrait dire comme George Stelner que "ne rien oublier conduit à la folie" (cf. Après Babel); à une fixation de type plus ou moins paranoïaque qui risquerait de finir elle aussi par recevoir sa punition. D'où en Argentine la clôture à un moment donné des procès. Ainsi, un pas vers la "maladie sociale" contraire (chaque maladie consisterait techniquement en l'absence de l'autre) serait recommandable dans chacun des deux cas. Et être socialement sain reviendrait à être doublement malade.

Il n'est pas sûr qu'une démocratie puisse demeurer et s'approfondir (quantitativement, qualitativement) sans le coût de cette tension constante entre pardon et punition. Le gouvernement de la transition gouverne davantage qu'il ne réalise la transition quand il prend le parti du pouce levé, comme en Uruguay, où l'on n'a pas vu de vraie crise politique après l'instauration récente de la démocratie; et il réalise la transition davantage qu'il ne gouverne quand il prend le parti du pouce baissé, comme en Argentine, où les crises politique et sociale, d'abord sous Alfonsín puis aussi sous Menem, ont été courantes. Mais le manque de crise dans le cas uruguayen pourrait s'avérer moins stabilisateur à moyen terme que l'excès de crises dans le cas argentin. Entre l'oubli et la mémoire, le premier serait toujours finalement plus déstabilisant que la seconde -il est pourtant vrai qu'en politique l'adverbe "finalement" ne prend son sens qu'a posteriori. Enfin,

d) On peut donner une impression sur l'avenir économique, politique et social du Chili.

L'application par le gouvernement d'Aylwin d'une rationalité consensuelle signifie le conservatisme sur le "contenu" et le réformisme sur ses "marges" et sur la "forme". Ainsi l'admet le frère même du président, le député Andrés Aylwin, quand on le questionne sur l'enthousiasme populaire plutôt faible que suscite le gouvernement. Selon lui, ce manque d'enthousiasme est dû à ce que "le modèle actuel de transition à la démocratie donne la priorité à la raison et manque de charge sentimentale" (17).

La coalition au pouvoir, qui va d'une partie de la droite modérée aux socialistes, s'est engagée à durer jusqu'à la fin, au moins, de la période Aylwin, prévue pour mars 1994. Cet engagement a toutes les chances d'être tenu. D'autant que les communistes, affaiblis pour des raisons tant externes qu'internes, ont peu de pouvoir pour créer des mouvements centrifuges chez les socialistes bien installés au gouvernement. Sur le plan strictement politique il semblerait donc que le Chili ne devrait pas présenter trop de surprises sur le moyen terme. Là encore les "enclaves autoritaires" lui rendent service. En effet il n'y aura pas d'élections à court terme.

Par ailleurs, malgré les incertitudes à propos notamment de l'inflation monétaire (cf. supra), "notre économie est saine", dit en octobre 1990 le ministre socialiste de l'économie, Carlos Ominami, en visite à Paris (18). Et il ajoute, à propos de la crise du Golfe, que "l'économie chilienne se trouve dans une position solide. Nous enregistrons un excédent commercial important et nous sommes capables d'absorber le coût additionnel du baril" (19). Or la politique économique actuelle ne modifie que de façon marginale celle finale de Pinochet. Elle reçoit en décembre 1990 les compliments du président Bush, en visite à Santiago, qui y voit un respect exemplaire, pour l'Amérique latine (10% de la population mondiale en l'an 2000), de l'initiative privée.

Bien entendu en 1989 l'activité économique a baissé, comme partout dans le monde, par rapport à 1987-1989, mais la croissance reste à un niveau respectable, de 4% environ. L'endettement demeure contrôlé. L'exportation de base (mines, fruits, pêche, bois) n'est pas menacée. La valeur du peso se maintient depuis quatre ans, la Bourse de Santiago suit une évolution fiable. La droite et les chefs d'entreprise sont donc plutôt tranquilles. On trouve un symptôme de cette tranquillité dans le fait que lors de sa visite à Paris, le ministre Ominami soit allé au C.N.P.F. en compagnie du président du patronat chilien, Manuel Feliù -chose en principe normale mais inconcevable il y a quelque temps. Certes des problèmes apparaissent dans le secteur social. Toutefois le revenu national en 1989-1990 est déjà mieux partagé qu'en 1973-1988 et il existe des instances de négociation ainsi qu'une compréhension répandue chez les travailleurs des limites des disponibilités existantes.

Pour l'instant rien ne donne en conséquence à penser que l'irrationnel redeviendra une fatalité de la politique au Chili. D'autres pays latino-américains connaissent des évolutions permettant de fonder un tel espoir sur un panorama un peu plus large. Il resterait comme leçon venue de ce pays si jeune (treize millions d'habitants dont 45% de -25 ans sur un territoire d'une fois et demi la France) et pourtant si "donneur de leçons" (Mitterrand ne s'est-il pas inspiré de la victoire d'Allende pour promouvoir le Programme commun de la gauche signé en 1972? Berlinguer ne s'est-il pas inspiré de la chute d'Allende pour envisager il compromesso storlco en décembre 1973? L'économie de marché ne s'est-elle pas établie au Chili bien avant le reste de l'Amérique latine?) le passage de la dictature à la démocratie par l'accord. Si cette interprétation n'est pas erronée il faudrait se ressouvenir de Marx pour conclure qu'en ce pays lointain le véritable accoucheur de l'histoire a été l'apaisement de la lutte. Et comme un processus semblable tend à se produire et à se rendre nécessaire dans d'autres contextes politiques, tandis que le processus en sens contraire tend à se circonscrire et à figer les choses en leur état, on pourrait donner à cette conclusion une signification large quoique certainement pas générale, pas plus que définitive. Elle pourrait pourtant être définitive en tant que projet général.

NOTES

(1) On peut pourtant souligner quant au **présent**: il y a un gouvernement de coalition (démocratie chrétienne, socialistes, droite modérée, radicaux); à cause de la loi électorale il n'y a pas de majorité au Sénat ce qui ne paralyse pas le gouvernement car le régime est présidentiel (une curieuse tentative visant à créer un régime plutôt parlementaire se trouve actuellement en cours, elle devrait rester sans écho) mais l'oblige à composer. Quant à l'**avenir**: le gouvernement actuel ne dure que quatre ans (1990-1994); la démocratie semble déjà plus solide que dans d'autres pays latino-américains ayant également subi des dictatures; et l'initiative privée reste pour l'essentiel le maître du jeu économique.

(2) GARRETON (M.A.): Las condiciones socio-políticas de la Inauguración democrática en Chile, Santiago-du-Chili, FLACSO, Documento de trabajo N° 444, avril 1990, p 7.

(3) Ce texte est un approfondissement de mon article: "Chili: inflation et dictature, facteurs successifs de stabilité", Revue politique et parlementaire, mars-avril 1989, pp 74-80.

(4) Cf. ma thèse sur L'idéologie du sacrifice au Chili de l'Unité populaire (1970-1973), Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1982, 477 p.

(5) Pour une synthèse sur les forces politiques au Chili, cf. GARRETON (M.A.): Partidos, transición y democracia en Chile, Santiago-du-Chili, FLACSO, Documento de trabajo N° 443, avril 1990, 40 p.

(6) HIRSCHMANN (A.O.): Jornadas para el progreso, Madrid, Aguilar, 1967, 386 p.

(7) Cf. MONTES LARRAIN (A.): La estabilidad económica y los principales mecanismos de reajustabilidad existentes en Chile, Santiago-du-Chili, Editorial Jurídica, 1968, 134 p; LABBE (D.) et MONTES LARRAIN (A.): "L'inflation au Chili (1973-1976) et les problèmes de la croissance économique", Problèmes d'Amérique latine (La Documentation française), XLVI, 1977, pp. 33-49. La source de la plupart des chiffres économiques utilisés in corpus se trouve indiquée dans ce dernier texte. Le reste est de provenance officielle. On ne reviendra donc pas sur la question des sources.

(8) Pour une analyse comparative, cf. DUCATENZEILER (G.): "Autoritarisme et démocratisation en Amérique latine: les cas argentin, brésilien, chilien et uruguayen", in Crise économique, transformations politiques et changements Idéologiques, Québec, Cahiers de l'ACFAS, 1983, pp 223-240.

(9) Cf. ROUQUIE (A.): Pouvoir militaire et société politique en République Argentine, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1978, 772 p.

(10) Cette façon de voir les choses reste vivante. Ainsi Manuel Antonio Garretón définit le régime démocratique par une série de composantes plus ou moins évidentes comme le pluralisme ou le suffrage universel. Cependant parmi elles figure non pas, comme on pourrait l'attendre, la possibilité de l'alternance, mais, directement, elle: "l'alternance au pouvoir" (op. cit. note 2, p 2). Qu'en penseraient les Italiens, par exemple?

(11) Sur révolution électorale, cf. STEPHENS (A.): "Las elecciones chilenas bajo la Constitución de 1925", Análisis (Santiago-du-Chili), novembre 1980, pp 1-8 (annexe).

(12) Au fait plutôt que néo-keynésienne la politique de substitution des importations en Amérique latine est un résultat quelque peu paradoxal des deux guerres mondiales. Elles ont produit un éloignement dans la région des économies développées donc un besoin d'industrialisation et une croissance économique assez forte (cf. AHUMADA (J.): En vez de la miseria, Santiago-du-Chili, Editorial del Pacífico, 1963; PINTO

(A.): **Chile, un caso de desarrollo frustrado**, Santiago-du-Chili, Editorial Universitaria, 1973; FAJNZYLBER (F.): "The external sector and the policies of the Unidad Popular government", in SIDERI (S.) (éd.) et al.: **Chile's 1970-1973: Economie development and Its International setting**, Londres, Martinus Nijhoff, 1979). D'où à partir surtout de 1945 une tendance protectionniste qui entre en crise pendant les années 70 comme au Chili néo-libéral. Ce processus de crise, d'ouverture au marché international, atteint actuellement la plupart des pays latino-américains y compris les moins attendus d'entre eux tel le Mexique, cf. COUFFIGNAL (G.): "Mexique: les sirènes du Nord" in **L'état du monde 1991**, Paris, La Découverte, 1990, pp 173-178; et "Mexique: A l'aube d'un nouveau sexennat", **Problèmes d'Amérique latine** (La Documentation française), N° 92, 2è trimestre 1989, pp 59-63.

(13) Cf. MORAN (C.): "Les leçons de l'expérience chilienne, 1973-1987", **Problèmes économiques** (La Documentation française), novembre 1989, N° 2147, p 19.

(14) Cf. THOM (R.): **Paraboles et catastrophes**, Paris, Flammarion, 1983, pp 115-116.

(15) Il est vrai que comme par un jeu de miroirs le même processus atteint en un sens le bloc au pouvoir. La question mériterait d'être étudiée, mais pas ici, faute d'espace.

Le parti socialiste chilien s'est divisé en 1978, soit deux ans avant le virage communiste en faveur de la "violence aiguë" comme moyen de lutte face à la dictature. Le P.C. avait été le groupe le plus modéré de l'Unité populaire et, après le coup d'Etat, avait cherché une alliance avec la démocratie chrétienne. Son virage de 1980 se produit une semaine avant le plébiscite constitutionnel. La cause principale en est, encore une fois, l'affirmation de l'identité en crise. Le secteur socialiste qui était resté proche du P.C. (le "secteur Almeyda") s'est ainsi vu brusquement placé à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Il devait y demeurer jusqu'à la réunification socialiste de 1989: il en allait toujours de son identité, de sa fidélité envers l'allié communiste. Autrement dit le secteur socialiste le plus révolutionnaire jusqu'en 1980 (le "secteur Altamirano"), celui qui était arrivé à se placer "plus à gauche" que le P.C. en 1970-1973 et en 1973-1978, s'est trouvé d'abord casé "ailleurs" à cause du virage communiste (l'animosité entre les deux secteurs du P.S. écartait alors la possibilité d'un accord); puis, grâce à la situation de doute ainsi créée, il a pu commencer à se **rénover** jusqu'à rendre possible une alliance de centre gauche (Alianza democrática, 1983) et de "gauche modérée, centre, droite modérée" (Grupo de los 11, Acuerdo Nacional, 1985).

(16) Cf. la critique de POPPER (K.R.): **La société ouverte et ses ennemis**, II, Paris, Seuil, 1979, pp 19-58.

(17) Cf. **Espaces latino-américains**, Lyon, novembre-décembre 1990, p 10.

(18) Id., p 8.

(19) Id.